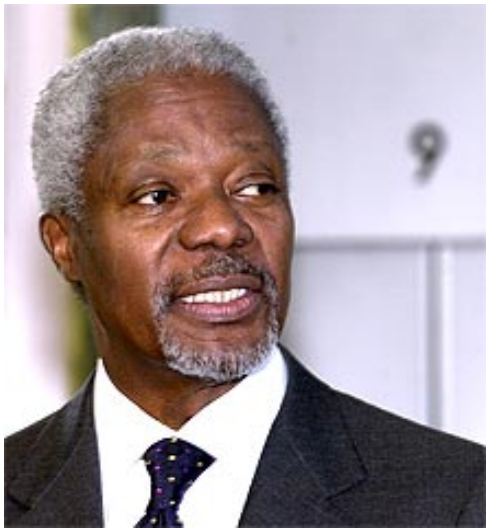
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
8 juillet 2005
N°347 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LES PROJETS DE RÉFORME DE L'ONU

Pour Kofi Annan, le droit international ne garantit plus rien



La prochaine Assemblée générale des nations Unies, qui s'ouvrira le 14 septembre 2005 à New York, devra débattre des projets de réforme concurrents de l'organisation. Si tout le monde s'accorde à dire qu'elle doit être améliorée, personne n'entend par là la même chose. Aprés avoir exposé les projets états-uniens, nous donnons la parole à Marie Heuzé, directrice de l'information des Nations Unies, qui nous présente le point de vue du secrétaire général, Kofi Annan.

page 2

L'énigme Ahmadinejad

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad a été une surprise à laquelle les experts des médias dominants ne se sont pas encore adaptés. En effet, de par son profil, il est difficile de savoir à quoi s'attendre de sa part. A cette incertitude s'ajoute les hésitations des cercles atlantistes concernant l'opportunité d'une attaque de l'Iran. Ces doutes cumulés se ressentent à la lecture des tribunes publiées par les auteurs atlantistes ou les traditionnels relais d'Israël.

page 8

REPÈRE : 5 JUILLET 1941

La Division bleue part pour le front Russe

Alors que l'Allemagne vient d'envahir la Russie, le 22 juin 1941, le général Franco et son gouvernement décident de remercier le Reich pour son soutien décisif lors de la sanglante Guerre civile espagnole, notamment lors du bombardement de la ville de Guernica par les avions de la légion Condor, rayant ainsi la ville de la carte et tuant 1600 personnes. À la suite d'une campagne de recrutement dans toute L'Espagne, environ 18000 volontaires espagnols intègrent la Division bleue (Couleur de la chemise des partisans de la phalange espagnole) et partent pour le front Russe pour y « *lutter contre le communisme* » aux côtés de la Wermacht. Le dernier contingent la Division bleue sera rapatrié en 1944 en Espagne, environ 4000 d'entre eux n'en reviendront pas. À la chute du Reich, l'Espagne ne sera pas considéré comme un État vaincu et s'intégrera dans l'OTAN. Le Caudillo Franco ne sera jamais jugé et dirigera son pays d'une main de fer jusqu'à sa mort, en 1975. ■

G.W. BUSH ISOLE « LES PAYS TERRORISTES » DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

Dans le cadre des réformes des services des renseignements et de la lutte contre le terrorisme, G.W Bush a demandé à ce que les biens financiers des entreprises américaines, ayant des affaires avec l'Iran, la République populaire démocratique de Corée et la Syrie soient gelés. Inscrivant cette mesure dans la lutte contre la prolifération des armes de destructions massives, le président états-unien amalgame insidieusement les rapports économiques des États-Unis avec ces pays et la lutte contre le terrorisme pour n'en faire qu'une seule et même chose. Après les multiples provocations que l'administration états-unienne a proféré envers ces trois pays, G.W Bush poursuit ainsi sa politique de diabolisation, à l'heure où les États-Unis guettent le moindre faux pas. ■

Les projets de réforme de l'ONU

Pour Kofi Annan, le droit international ne garantit plus rien

La prochaine Assemblée générale des nations Unies, qui s'ouvrira le 14 septembre 2005 à New York, devra débattre des projets de réforme concurrents de l'organisation. Si tout le monde s'accorde à dire qu'elle doit être améliorée, personne n'entend par là la même chose. Aprés avoir exposé les projets états-uniens, nous donnons la parole à Marie Heuzé, directrice de l'information des Nations Unies, qui nous présente le point de vue du secrétaire général, Kofi Annan.

Sandro Cruz : *Faut-il entreprendre des reformes politiques aux Nations Unies ?*

Marie Heuzé : Oui. Pour reprendre l'expression : « *pour vivre à l'abri de la peur, pour vivre à l'abri du besoin et pour vivre dans la dignité* », il faut des structures que le États membres acceptent. Ceux-ci travaillent aux Nations Unies dans un certain nombre d'organes, comme par exemple le Conseil de sécurité (pour tout ce qui concerne la sécurité globale, la paix, le recours à la force quand c'est nécessaire).

Or ce Conseil, bien qu'il ait été modifié en 1965, avait été conçu à l'origine pour une communauté de cinquante États membres. Aujourd'hui les reformes qui

sont proposées, que ce soit par le secrétaire général [Kofi Annan] ou par les États membres - et ce ne sont pas tout à fait les mêmes -, visent à l'élargir très considérablement le Conseil de sécurité, de 15 membres actuels à 25, de sorte qu'il reflète mieux la communauté internationale.

Sur le plan politique, le rôle de l'Assemblée générale est très important, mais son ordre jour est souvent extrêmement chargé. Elle adopte un grand nombre de résolutions qui ne sont pas toujours mises en pratique. C'est pourquoi, le secrétaire général propose de réviser son fonctionnement.

Troisième point, et c'est très important, dans le domaine de Droits de l'Homme : la Commission des droits de l'homme, qui pour l'instant dépend du Conseil Économique et Social (ECOSOC), n'a pas d'autorité et mène peu d'action politique. La proposition [de M. Annan], c'est de réduire le nombre des États membres (ils sont plus de cinquante actuellement), pour l'intégrer au sein d'un Conseil des droit de l'homme qui serait un peu un parallèle au Conseil de sécurité (c'est-à-dire avec environ 25 membres également). Ce Conseil aurait la même autorité que le Conseil de sécurité. Il serait l'un des piliers de cet édifice politique, pour le droit et le développement.

Les Nations-Unies prônent un dialogue multilatéral entre les peuples alors que la super-puissance états-unienne emploie de plus en plus un langage unilatéral. La décision de déclencher la guerre en Irak sans l'aval du Conseil de sécurité en est un bon exemple. Comment les Nations-unies envisagent-elles leur rapport avec l'administration Bush, surtout depuis que l'organisation est durement critiquée par ce gouvernement ?

Marie Heuzé : D'abord il faut signaler un paradoxe historique. Les Nations-unies ont été créées sur la base d'une philosophie très américaine. C'est le président Roosevelt, avec tout un groupe de réflexion, qui ont travaillé avant 1945 à l'élaboration de la Charte. La philosophie « *United Nations* », vient de la l'Amérique, en tout cas des Alliés qui ont gagné la Deuxième Guerre mondiale.

Le second paradoxe, c'est que 60 ans après, on a l'impression - et c'est même une certitude - que la nation qui a créé et accueilli la conférence de San Francisco, qui a œuvré pour cette institution internationale, ne s'y retrouve pas. Elle est déçue d'un certain nombre de décisions prises trop lentement selon son goût. Elle est déçue parce que l'Assemblée générale est extrêmement lourde à gérer et qu'elle voudrait aller plus vite dans un certain nombre de domaines, par exemple dans le cas du Darfour, mais on peut prendre d'autres exemples. On reproche [aux Nations-unies] leur inefficacité, comme on leur reproche un certain nombre d'actions (...)

On rend l'ONU responsable du scandale « pétrole contre nourriture ». Mais ce mécanisme n'est pas une invention du système de l'ONU. C'est une création du Conseil de sécurité. On dit beaucoup des choses, mais quand on regarde comment les choses se sont passées, sur le plan historique, on se rend compte que c'est souvent inexact.

Quoi qu'il en soit, il faut réformer les Nations-unies parce qu'on vit dans un monde qui est différent (...) Le souci à la fois de la transparence, de la

justification et de l'efficacité est valable pour l'entreprise privée, pour la société civile et aussi pour les organisations internationales. Il est fini le temps où l'on décidait et où on attribuait des fonds dans le secret d'une Commission...

Les réformes proposées par Kofi Annan ne sortent pas d'un chapeau. Elles proviennent d'études extrêmement précises. Il a confié à Jeffrey Sachs la tâche d'effectuer une analyse des mécanismes de financement et de développement des organisations internationales, de la meilleure manière de repenser, de reproposer et de recomposer la structure des Nations-unies. Il a également commandé un rapport à un groupe d'experts de tous les continents, qui avaient une expérience extrêmement pointue dans les domaines du développement, de la protection des personnes ou de la sécurité. Ce groupe de personnalités éminentes, dont faisaient partie Mme Ogata, Mme Teré et bien d'autres, a pris en compte un vaste champ d'analyse pour énoncer des propositions extrêmement précises. M. Annan a choisi un certain nombre de ces propositions et il les met désormais sur la table...

Les Américains ont fait savoir, il y a tout juste une semaine, qu'ils trouvaient un certain nombre d'entre elles excellentes. Ils l'ont écrit. Ils l'ont dit : ils sont pour une réforme radicale de la Commission des droits de l'homme ; ils sont aussi pour une réforme radicale des mécanismes de financement du développement. Le seul problème, c'est celui de l'image dans le discours officiel et chez un certain nombre de parlementaires. Il y une hostilité à l'égard des Nations-unies. Elle est si profonde qu'elle va bien au-delà de ce projet de reforme et qu'elle risque de mettre en péril tout l'édifice.

Vous avez abordé le financement. Il y a peu de temps, Monsieur Henry J. Hyde, président de la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants des États-Unis, a déposé une proposition de loi enjoignant l'ONU de se plier à 38 réformes structurelles sous peine de saboter son budget. La superpuissance exerce-t-elle un chantage financier ?

Marie Heuzé : Oui, M. Hyde a demandé que le budget des Nations-unies soit rigoureusement réduit. M. Annan s'est prononcé à ce sujet, en expliquant à quel point cette proposition était dangereuse. Elle l'est parce qu'il n'est pas sain, dans une démocratie internationale ou dans un système international, qu'un seul pays soumette l'ensemble des autres États membres à une sorte de chantage unilatéral. Aussi il est très clair que cela ne fait pas avancer la réforme.

Quand j'ai parlé des réactions de l'administration américaine, c'étaient des réactions qui avaient été faites de manière très officielle par M. Burns. Il avait expliqué que l'administration américaine soutenait et soutiendrait un certain nombre des réformes (...) Si vous soumettez les Nations-unies, comme il y a une quinzaine d'années, à une sorte de marchandage, en supprimant ou en réduisant de moitié la contribution du principal donateur [1], vous mettez dans une situation très délicate -pour ne pas dire plus-, l'ensemble des États membres qui est en train d'étudier la série de reformes de Kofi Annan. Par ailleurs vous intervenez dans un processus et théoriquement, puisse que nous sommes une institution intergouvernementale, ce sont les gouvernements qui doivent se faire entendre, et non pas les parlements. C'est le gouvernement, c'est l'administration qui est le représentant de l'État (...) et cette décision, ou

plutôt cette proposition de loi, puisqu'elle n'est pas encore votée, n'est pas seulement très embarrassante mais elle risque également de mettre en péril une analyse sereine et normale des propositions qui sont faites par Kofi Annan, dont certaines ne sont pas exclues par l'administration américaine.

Il est également très paradoxal que les États-Unis, qui se nomment eux-mêmes champions de la démocratie, n'aient pas signé ni ratifié des traités internationaux très importants pour l'humanité, je pense par exemple aux Pactes relatifs aux Droits de l'homme, civiques et culturels...

Marie Heuzé : Ca fait aussi partie des paradoxes. Il faut se souvenir qu'à la fin de la Première guerre mondiale, les Américains n'ont pas signé le Traité de Versailles. Ainsi, déjà quand la SDN [Société des Nations, ancêtre de l'ONU] a été créée, elle présentait une faiblesse. Ceci fait partie de leur tradition juridique, de leur modèle légal et c'est comme cela depuis des années et des années. Les Anglo-saxons, en particulier les Américains, ne souhaitent pas être liés par des traités internationaux.

J'ai évoqué le Traité de Versailles parce que c'est emblématique. C'est exactement la même chose. Ce sont les mêmes arguments que j'ai toujours entendu à propos, par exemple, de la Convention des droits de l'enfant, qui est le traité le plus ratifié au monde. Il a été signé, mais non pas ratifié, par les Américains, alors que cela semblait naturel. Il en va de même pour la Convention sur la fin de la discrimination à l'égard des femmes, qui a été signée par un grand nombre de pays. Les Américains ne l'ont toujours pas ratifiée. Ceci fait partie de leur culture, de l'histoire du droit public américain de ne pas se sentir lié par des traités internationaux (...) C'est la même chose pour la Cour pénale internationale : on en revient au même débat. Ce n'est pas nouveau. C'est un phénomène que l'on connaît bien.

Comment les États membres participent-ils aux réformes ? Comment ont été choisis les experts ?

Marie Heuzé : M. Kofi Annan n'a pas choisi des États. Il a choisi des individus en fonction de leur histoire ou leurs responsabilités Il considère que ce sont des personnalités influentes aptes à obtenir l'adhésion des grands dirigeants. C'est comme ça par exemple qu'il [Kofi Annan] a nommé l'ancien président du Mexique [M. Zedillo] pour convaincre un certain nombre de leaders de la région du bien-fondé de la réforme. Ce n'est donc pas l'État du Mexique qui a été choisi, mais une personnalité mexicaine chargée par Kofi Annan, comme un super-diplomate, d'aller avec son bâton de pèlerin donner un certain nombre d'explications sur la reforme de l'ONU.

C'est donc Monsieur Kofi Annan qui designe ces personnalités ?

Marie Heuzé : Oui.

Et ces personnalités n'ont aucun lien politique, ni public, avec les gouvernements en place actuellement ?

Marie Heuzé : Théoriquement non, ils sont considérés comme des experts

internationaux, des diplomates qui sont au service de la réforme.

Ils doivent élaborer la liste de réformes ?

Marie Heuzé : Exactement. Mais énormément de travaux, à la fois de fond et diplomatiques, ont été effectués à l'Assemblée générale. Le Secrétaire général avait également désigné à New York un certain nombre de responsables, en général des experts internationaux n'ayant pas forcément de lien direct avec leur pays, pour être capable d'expliquer à différents groupes qui s'intéressaient, non plus géographiquement mais sur le fond, comme créer du consensus autour de ce sujet. (...) Le projet de déclaration qui a présenté devant l'Assemblée générale en est à la première ébauche. Il y a déjà beaucoup de progrès et des points positifs (...) Tous le documents doivent être prêts en juillet, pour être ensuite traduits (...) Nous nous trouvons dans un période extrêmement importante. C'est pourquoi il est assez maladroit qu'un État, ou plutôt un groupe de parlementaires d'un État, exerce une pression extrêmement forte sur le processus en cours qui se poursuit dans la discussion, dans le dialogue (...)

Dans quelle mesure ces reformes auront-elles des conséquences sur le Conseil de sécurité de l'ONU ?

Marie Heuzé : Plusieurs propositions ont été faites par Kofi Annan. Cependant, ce sont apparemment d'autres propositions qui obtiennent un consensus plus grand (...) Je me bornerai à dire qu'on tourne autour de plusieurs scénarios pour augmenter le nombre de membres permanents. L'un propose d'en ajouter deux, un autre en ajouterait quatre. Un troisième augmenterait le nombre d'États membres non permanents, avec un système de rotation géographique (...)

Pour revenir aux chances des différentes formules, deux groupes travaillent en ce moment. L'un d'entre eux, qu'on appelle le G-4, regroupe quatre États qui veulent absolument avoir un siège permanent au Conseil de sécurité. C'est le Japon, l'Inde, le Brésil et l'Allemagne. Ils ont fait des propositions au mois de mai 2005, mais ont dû en avancer d'autres parce qu'ils voulaient toucher au droit de veto. Désormais ils y ont renoncé. Puis il y a un autre groupe, « les amis du consensus », emmenés par un certain nombre d'États, qui sont en compétition avec les quatre premiers pour des raisons géopolitiques et historiques, qui sont le Pakistan et l'Italie. Il y a aussi le groupe des pays en développement, des 77... bref, c'est aux États membres de se mettre d'accord et de trouver un consensus. Le fond du problème c'est de savoir si l'on y parviendra à temps. Est-ce qu'on trouvera un consensus pour le 14 septembre [date d'ouverture de l'Assemblée générale].

Après l'invasion d'Irak par les États-Unis, peut-on dire que le droit international ne garantit plus rien ?

Marie Heuzé : Ce n'est pas moi qui le dit, c'est aussi M. Kofi Annan. L'ONU a été affaiblie par ce qui s'est passé à propos de l'Irak. Il l'a dit à plusieurs reprises : *« la guerre d'Irak n'a pas été menée en conformité avec la Charte des Nations-unies »*. Kofi Annan est même allé plus loin en utilisant le mot « *illégal* », et on le lui fait payer très cher maintenant.

On peut affirmer que l'ONU est affaiblie si l'on tient compte de l'opinion publique. C'est très important, car l'ONU est une organisation intergouvernementale gérée par les gouvernements, mais au service des peuples. Si vous faites une analyse des l'image de l'ONU en ce moment dans le monde entier, vous avez, encore une fois, un double paradoxe. Nous sommes mal perçus par les pays du golfe et les pays arabes parce qu'on nous n'avons pas pu empêcher la guerre, et nous sommes encore plus mal perçus aux États-Unis et dans un certain nombre de pays de la Coalition parce que nous étions contre la guerre. Donc c'est une « *no win situation* ». Nous ne pouvons pas gagner et nous persdons sur tous le plans. C'est une certitude, l'ONU est affaiblie, mal perçue. Le rôle de l'ONU est toujours confondu avec la responsabilité politique de ses États membres.

Entretien réalisé par Sandro Cruz, journaliste et vice-président du Réseau Voltaire, pour Red Voltaire.

---

[1] Le principal donateur, c'est-à-dire les États-Unis, donne 22 % des fonds pour les programmes réguliers et 27 % pour les opérations de maintien de la paix.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

L'énigme Ahmadinejad

Analyse

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad a été une surprise à laquelle les experts invités par les médias dominants ne se sont pas encore adaptés. En effet, de par son profil, il est difficile de savoir à quoi s'attendre de sa part. Il s'agit du premier président de la République islamique n'étant pas religieux bien qu'il soit fidèle au modèle théocratique. Il est le premier ancien garde de la Révolution à atteindre un poste aussi élevé, il incarne un nouvelle génération de dirigeants politiques iraniens et il a été élu sur un programme socialiste. Difficile de faire des pronostics concernant ses prochaines mesures et l'orientation de sa politique. A cette incertitude s'ajoute les hésitations des cercles atlantistes concernant l'opportunité d'une attaque de l'Iran, un adversaire qui pourrait s'avérer trop coriace et pourrait riposter durement à une agression. Ces doutes cumulés se ressentent à la lecture des tribunes publiés par les auteurs atlantistes ou les traditionnels relais d'Israël. La belle unité qui prévaut traditionnellement sur des sujets comme la Syrie, le Liban ou sur l'Irak a éclaté.

En France, cette division ne se remarque pas. L'analyse des résultats des élections iraniennes reste dominée par une vision binaire entre « réformateurs » à qui l'on peut faire plus ou moins confiance et « conservateurs » dont il faut résolument se méfier.
Ainsi, dans *Le Figaro*, l'ancien porte parole des phalanges chrétiennes libanaises, le directeur de l'Observatoire du monde arabe, Antoine Basbous, s'inquiète d'un durcissement du régime. Pour lui, l'Iran se prépare à un affrontement avec les États-Unis et une jeunesse iranienne que le pouvoir théocratique ne parvient plus à canaliser. En vue d'une prochaine confrontation sur deux fronts, le pouvoir se recentre donc autour d'Ali Khamenei, le guide suprême de la révolution. L'auteur prédit que prochainement l'Iran ressemblera à l'Afghanistan des talibans. L'analyste atlantiste, Bruno Tertrais, estime pour sa part dans *Le Monde* que l'élection d'un conservateur en Iran va rendre les

discussions avec l'Union européenne plus difficiles. Pour lui, Ahmadinejad est soutenu par des groupes souhaitant que l'Iran se dote de l'arme nucléaire et qui ne veut pas discuter avec les États-Unis. Aujourd'hui, il estime que les Iraniens veulent gagner du temps grâce aux négociations et en profiter pour développer des installations permettant de construire des armes nucléaires.
Dans le même quotidien, Farhad Khosrokhavar, chercheur de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, nuance toutefois cette analyse. Selon lui, il faut voir dans cette élection une lassitude des réformateurs qui se sont abstenus, mais surtout un repli des couches populaires vers l'égalitarisme prôné par les milieux chiites conservateurs. Sans se réjouir de l'élection d'un président qu'il se représente comme un « néo-conservateurs » iranien, il affirme qu'on peut espérer des avancées dans le dossier des négociations nucléaires : il existe aujourd'hui une cohérence dans le gouvernement iranien et cela facilitera les discussions.

Hors de France, toutefois on trouve des prises de positions bien plus surprenantes. Ainsi, l'analyste iranien du cabinet de relations publiques néo-conservateur Benador Associates, Amir Taheri, s'en prend dans *Gulf News* aux attaques contre Ahmadinejad qui sont apparus dans la presse internationale. Pour lui, l'accusation concernant la participation du nouveau président à la prise d'otage de l'ambassade états-unienne de 1979 n'a aucun sens. Au contraire, il s'était opposé à cette séquestration. L'auteur accorde bien plus de crédits aux accusations concernant son implication dans la mort de trois dissidents kurdes iraniens à Vienne en 1989. Mais c'est aussitôt pour minimiser son rôle et pour mettre en doute sa connaissance du crime qui se préparait.
Mahan Abedin, collaborateur de Daniel Pipes, livre lui aussi une analyse ambiguë dans le *Daily Star*. Le nouveau président iranien a été élu sur un programme social, il n'est pas un mollah mais il a été soutenu par des admirateur de l'ayatollah Khomeini et une nouvelle génération qui se propose de remettre la Révolution islamiques sur ses rails originels. Partant de ce constat, son hypothèse est que les milieux conservateurs iraniens traditionnels vont peut-être difficilement accepter ce nouveau venu. Il en tire toutefois une conclusion à double sens : il ne peut y avoir de changement de régime en Iran. Pour l'auteur, cela signifie-t-il que l'Iran n'est pas réformable sans une intervention étrangère qu'il appelle de ses vœux ou que la population est trop attachée aux idéaux de la Révolution de 1979 pour se voir imposer un régime allié de Washington ? Difficile de savoir ce qu'Abedin pense réellement sur ce point.
Toutefois, tous les cercles néo-conservateurs ne font pas preuve de la même ambiguïté ou de la même prudence. Après avoir occupé pendant trois jours les pages du *Washington Times* la semaine dernière, Kenneth Timmerman, de la Foundation for Democracy in Iran, martèle sa propagande anti-iranienne dans le *Jerusalem Post*. Pour lui, pas de place pour le doute : Ahmadinejad est arrivé au pouvoir grâce à une élection truquée, c'est un extrémiste et il veut à tout prix développer le programme nucléaire iranien. Selon lui, l'Iran a acquis une quinzaine de têtes nucléaires avec le soutien du Pakistan, de la Chine et de la Russie et la complicité tacite de l'Allemagne. Aujourd'hui, Téhéran est à deux doigts d'équiper des missiles longue portée avec ces ogives et les États-Unis ne peuvent rien attendre du Conseil de sécurité de l'ONU. Il invite donc les États-Unis et Israël à frapper rapidement la République islamique.

A l'autre bout de l'échiquier géopolitique, l'analyste pro-syrien, Patrick Seale fait preuve d'un enthousiasme inhabituel chez lui à propos de Mahmoud Ahmadinejad. Dans *Gulf News* et *Dar Al-Hayat*, il affirme que le nouveau président va mener une politique sociale et nationaliste qui peut être un exemple pour ses voisins arabes. Aujourd'hui, estime-t-il, l'Iran jouit de la manne pétrolière et de liens étroits avec la Chine et la Russie tandis que les États-Unis sont dans un bourbier en Irak, Ahmadinejad est donc en position de force. On peut relativiser la vision idyllique développée par l'auteur, la question d'une attaque ou non de l'Iran n'est toujours pas tranchée à Washington. En réalité, ce dont se réjouit surtout l'analyste c'est de la défaite d'Ali Rafsandjani. Ce dernier était soupçonné d'être prêt à sacrifier son alliance avec Damas et le Hezbollah au nom de l'entente avec Washington.

Réseau Voltaire

Antoine Basbous

Antoine Basbous est le fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris. Il est l'auteur de *L'Arabie saoudite en guerre*.

« Le retour du khomeynisme radical »

Source : Le Figaro (France)
Référence : « Le retour du khomeynisme radical », par Antoine Basbous, *Le Figaro*, 1er juillet 2005.

Les élections iraniennes ont présenté un mérite majeur, celui de la clarté. L'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad n'est qu'un alignement sur le vrai détenteur du pouvoir l'ayatollah Ali Khamenei. Le président de la République n'est que la « vitrine » du régime. L'Iran est une « démocratie » particulièrement sélective. Le Conseil des gardiens filtre les candidats et ne retient que ceux qui sont « compatibles » avec les valeurs islamiques. Ce « filtre » purificateur élimine les candidats jugés incertains ou menaçants pour la pérennité du régime islamique. Une règle imposée avec plus de vigueur encore depuis l'arrivée de l'armée américaine à Bagdad. C'est pourquoi, certains députés sortants n'ont pu se représenter l'année dernière. Le même procédé s'est répété lors des élections présidentielles et il a fallu l'intervention du guide suprême de la révolution pour mobiliser un grand nombre d'électeurs et faire bondir le taux de participation.

La mollarchie iranienne peut paraître « progressiste » quand on la compare à la monarchie absolue saoudo-wahhabite d'Arabie. Mais ne fondons pas notre jugement sur les apparences. Le régime iranien cherche à renouer avec son élan fondateur. Le nouveau président a séduit par une campagne simple, face à la campagne tape à l'œil et repoussoir de Rafsandjani. Les réformistes se sont massivement abstenus, déçus et échaudés par la malheureuse expérience de leur ex-champion Khatami et désormais tout le pouvoir est contrôlé par les radicaux les plus durs. Toutefois, sur les dossiers les plus sensibles (tensions ethniques, politique étrangère et question nucléaire), Ahmadinejad n'a rien à dire.

À court terme, il ne peut y avoir de perspectives d'amélioration des relations avec Washington : Téhéran se rapproche des Européens pour diviser l'Occident et vers l'inde et la Chine pour exporter ses hydrocarbures et bénéficier du veto chinois au Conseil de sécurité de l'ONU. On aurait pu imaginer une alliance entre Téhéran et Washington contre l'Arabie saoudite au lendemain du 11 septembre et à la veille des attaques contre l'Afghanistan et l'Irak, mais les deux équipes aux commandes ne s'accordent aucune confiance. Les lignes de friction sont multiples, elles s'étendent de l'Irak à l'Afghanistan en passant par le terrorisme et la prolifération nucléaire. Sur ce dernier point, les Européens et les Américains partagent souvent la même analyse et le même intérêt. Le triumvirat européen qui négocie avec Téhéran aura d'autant plus de crédibilité qu'il pourra s'appuyer sur la dissuasion américaine.

Le « nouvel Iran » devrait apporter un soutien plus prononcé aux groupes radicaux dans la région. Le Hezbollah s'en réjouit, les monarchies du Golfe s'en inquiètent. Dans le même temps, l'Iran a besoin des compagnies étrangères pour développer sa production énergétique. Gageons que les réalités économiques et internationales se chargeront de dicter à l'Iran un comportement moins doctrinal que le discours idéologique et antidémocratique du candidat Ahmadinejad. En matière de politique intérieure, Ahmadinejad rêve d'imposer des valeurs proches de celles prônées par le wahhabisme saoudien, pourtant sunnite. Aussi, des heurts avec la société civile libérale sont à craindre. La jeunesse n'acceptera jamais un retour en arrière. Cette régression sur le plan des mœurs avait conduit à l'échec des talibans et aura les mêmes conséquences.

Il est indéniable que la promotion d'Ahmadinejad atteste d'un durcissement du régime et d'un retour au khomeynisme radical. L'objectif étant de resserrer les rangs autour du guide et de préparer la double confrontation qui s'annonce à l'intérieur du pays et avec le « nouveau voisin » américain, dont l'armée campe sur plusieurs frontières de l'Iran.

Bruno Tertrais

Bruno Tertrais est maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) de François Heisbourg, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris et expert de l'organisation Strenthening the Global Partnership, une filiale du Center For Strategic & International Studies. Il est ancien directeur de la commission des affaires civiles de l'OTAN, ancien expert pour le ministère de la Défense français et il a été chercheur à la Rand

« Trois questions à ... Bruno Tertrais »

Source : Le Monde (France)
Référence : « Trois questions à ... Bruno Tertrais », par Bruno Tertrais, *Le Monde*, 26 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'élection de M. Ahmadinejad à la tête de l'État iranien contrarie les Européens qui avaient parié sur une élection d'Ali Rafsandjani. Ils comptaient sur cette élection pour faire de nouvelles propositions aux Iraniens. Au contraire, Ahmadinejad estime que l'Iran s'est montré trop faible avec les Européens et il est soutenu par des hommes et des groupes qui souhaitent que l'Iran ait l'arme nucléaire. Il est douteux qu'il conserve l'ancienne équipe de négociateurs et les discussions risquent de repartir de zéro. Cela dit, le président n'est pas le seul décideur sur le dossier nucléaire : le Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a un rôle d'arbitrage.

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad va entraîner de nouvelles tensions avec

Corporation.

Washington. Si Rafsandjani se présentait comme l'homme de la réconciliation avec les États-Unis, le nouveau président semble adopter une position rappelant celle de la Corée du Nord : en substance, tant que les États-Unis auront une attitude hostile, l'Iran ne changera pas la sienne. Je ne crois pas cependant que les risques d'une intervention militaire américaine soient accrus. Washington voudra passer par le Conseil de sécurité de l'ONU avant d'envisager une attaque.

Aujourd'hui, les Iraniens jouent la montre pour mettre en place le maximum d'installations et de compétences pouvant être utilisées pour la bombe, mais cela ne préjuge pas d'une décision finale de se doter de l'arme atomique. Je ne crois pas, d'autre part, que les Européens soient dupes : l'Europe espère que Téhéran fera un choix rationnel entre l'isolement, des sanctions et peut-être même un affrontement, ou un réengagement au sein de la communauté internationale.

Farhad Khosrokhavar

Farhad Khosrokhavar est directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il a co-écrit *La Recherche de soi* avec Alain Touraine.

« Le paradoxe iranien »

Source : Le Monde (France)
Référence : « Le paradoxe iranien », par Farhad Khosrokhavar, *Le Monde*, 1er juillet 2005.

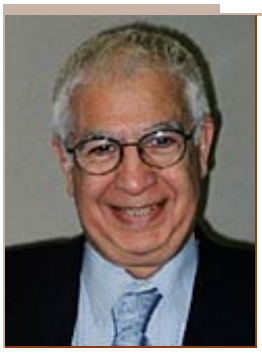
À la surprise générale, le nouveau président iranien est un conservateur qui a battu le réaliste Ali Rafsandjani. Or, cette victoire intervient en pleine apparition d'une nouvelle génération politique. Comment expliquer ces événements apparemment contradictoires ?

Cette débâcle s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, par un simple calcul électoral. Sur 46 millions d'électeurs, seuls 26 millions se sont présentés aux urnes. Or, les conservateurs ont 15 % de l'électorat acquis et ils ont rassemblé un électorat protestataire ainsi que les déçus économiques de la présidence Khatami, tandis que les réformateurs refusaient de se mobiliser pour Rafsandjani. Les classes populaires ont massivement rallié le nouveau président. Pour ceux qui ne profitaient pas des retombées économiques de la stabilité du dollar, de l'assainissement de la balance des comptes et des diverses mesures favorisant la libéralisation de l'économie, qui voyaient les quartiers occupés par les classes moyennes et supérieures se remplir de constructions mirobolantes, le discours réformateur sonnait creux. Les milieux conservateurs ont bien compris la fibre chiite des classes populaires. Les réformistes promettent la démocratie, le clergé parle de l'aumône et des taxes islamiques. Ahmadinejad a profité des réseaux conservateurs qui ont largement financé sa campagne.

Autre fait marquant, le changement de génération que représente l'élection d'Ahmadinejad. Les anciens sont en train de se faire déloger. Il faut également signaler la présence de plus en plus palpable de l'armée des pasdarans dans les cercles politiques en Iran. La décennie passée a vu se développer une profonde division en Iran, entre les bénéficiaires de la rente pétrolière et ceux souffrant du malaise économique ressentant une trahison vis-à-vis des idéaux égalitaires

de la révolution. En outre, les couches populaires ont mal ressenti l'abandon du chiisme comme culture dominante dans les nouvelles classes dirigeantes. Ajoutez à cela l'abstention des réformateurs lassés et le résultat a été l'élection d'un néo-conservateur iranien qui a écrasé un chef de file important dans l'appareil d'État.
Mais paradoxalement, si de part et d'autre la raison et le réalisme prévalent, cela pourrait faciliter le dialogue avec l'Occident sur la question du nucléaire. En effet, l'Iran ne parle désormais que d'une seule voix.

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajsman.

« Qui sont ces hommes sur la photo ? »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)
Référence : « Who are the men in this photo ? », par Amir Taheri, *Gulf News*, 4 juillet 2005.

Avant même que l'on ait le résultat des urnes, Mahmoud Ahmandinejad était au centre d'une polémique concernant son passé. Il n'a pas fait mystère de son passé révolutionnaire. Mais la question demeure quand à son implication dans la prise d'otage à l'ambassade états-unienne de Téhéran en 1979-1980 et son rôle dans la mort de trois dissidents kurdes à Vienne en 1989.
Les allégations concernant son rôle dans la séquestration du personnel d'ambassade états-unien ont été vite balayées. Il s'avère que les deux hommes présentés comme Ahmadinejad à partir de photos sont morts et sont clairement identifiés. Tous les militants de l'époque ayant participé à cette prise d'otage et étant encore en vie affirment qu'Ahmadinejad n'y était pas. Par ailleurs, il s'est opposé, contrairement à Rafsandjani, à cette prise d'otage, estimant qu'il s'agissait d'une manœuvre de la gauche pro-soviétique pour casser les liens de Téhéran avec Washington. De toute façon, depuis les accords d'Alger, il ne peut pas être poursuivi pour cette séquestration, même s'il y a participé.
En revanche, son lien avec la mort de trois dissidents kurdes en 1989 à Vienne est avéré. Il a même été blessé lors de leur assassinat et a passé 24 heures à l'hôpital à Vienne avant de partir en Iran avec un passeport diplomatique ; il était le représentant d'Ali Khamenei auprès des trois hommes. On l'entend clairement sur les cassettes audio enregistrées par les Kurdes. La dernière de ces discussions se termine par des coups de feu. Toutefois, Ahmadinejad a été retrouvé blessé par la police autrichienne, il n'a pas été enlevé par les assassins. Était-il au courant de ce qui allait se passer ? Était-il prévu qu'on le sacrifie ? Seul lui-même pourrait nous renseigner.

Mahan Abedin

Mahan Abedin est rédacteur du *Terrorism Monitor* de la Jamestown Foundation et un contributeur du *Middle East Intelligence Bulletin*, publication du *Middle East Forum* de Daniel Pipes.

« Ahmadinejad pourrait se révéler être une malédiction pour le clergé »

Source : Daily Star (Liban)
Référence : « Ahmadinejad may end up being the clerics' bane », par Mahan Abedin, *Daily Star*, 30 juin 2005.

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad est la plus grande surprise des 26 années de la République islamique. Il s'agit de l'un des évènements les plus importants de l'Iran post-révolutionnaire.
Il y a deux facteurs déterminants derrière l'élection d'Ahmadinejad. Avant tout, ce qui a joué, c'est son discours social. Avec ce discours Ahmadinejad a aussi bien séduit les classes populaires que les classes moyennes. Il a également un parcours personnel irréprochable et une réputation de combattant de la corruption. Son deuxième atout est le soutien de l'Abadqaran Iran-e-Islami (les développeurs de l'Iran islamique), un groupe attaché à la mémoire de Khomeini qui a vaincu les réformateurs en 2003 et en 2004.
Cette élection est essentielle pour deux autres raisons. Tout d'abord, les réformateurs de tous bords ont été balayés. Le discours sur la réforme de l'Iran est passé au second plan derrière celui sur les questions sociales. En outre, la poussée de l'Abadqaran démontre la montée en puissance d'une nouvelle génération de dirigeants révolutionnaires, différents des conservateurs traditionnels et n'étant pas des mollahs. De ce fait, les conservateurs traditionnels seront peut-être les opposants les plus déterminés d'Ahmadinejad.
Le nouveau président ne veut pas réformer la révolution islamique, il veut la faire arriver à son vrai objectif. L'administration Bush doit désormais accepter que le changement de régime en Iran n'est pas possible.

Kenneth R. Timmerman

Ancien fonctionnaire de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants états-unienne, Kenneth R. Timmerman est journaliste et écrivain. Il est l'auteur

« L'épreuve de force nucléaire à venir avec l'Iran »

Source : Jerusalem Post (Israël)
Référence : « The coming nuclear showdown with Iran », par Kenneth Timmerman, *Jerusalem Post*, 4 juillet 2005.

Le nouveau président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, n'a pas perdu de temps pour prévenir le monde de ses intentions nucléaires. Lors de sa première conférence de presse après son élection lors d'un vote truqué, il a réaffirmé le « droit » de l'Iran à posséder la technologie nucléaire. Il a déclaré que les négociations avec les Européens se poursuivraient tant que l'Iran préserverait

de *Countdown to Crisis : The Coming Nuclear Showdown with Iran*. Il s'est illustré à plusieurs reprises lors d'audition de Commission d'enquête aux États-Unis en prétendant systématiquement que les États-Unis sous-estimaient les menaces militaires les entourant. Il est membre de la Foundation for Democracy in Iran.

« le droit de la nation iranienne à utiliser l'énergie nucléaire ». Le problème est que les Européens n'exercent aucune pression sur l'Iran, ils se contentent de lui donner toujours plus.

Lors de la dernière réunion de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), le vice-directeur Pierre Goldsmith a une fois encore accusé l'Iran de falsifier les rapports, mais l'agence n'a aucune volonté politique de sanctionner ce pays malgré les demandes répétées de l'ambassadrice états-unienne. Elle a toujours été combattue par le représentant allemand qui reproduit au sein de l'AIEA la pensée politique de Gerhard Schröder : être toujours plus gentil face aux violations iraniennes. L'administration Bush a rejeté cette logique mais malheureusement, elle ne peut compter ni sur l'Allemagne, ni sur la Russie, ni sur la Chine, ni sur la France au Conseil de sécurité de l'ONU. Pourtant, le temps presse.

Le programme nucléaire iranien a été relancé par Rafsandjani en 1985 et pendant 20 ans Téhéran a travaillé avec les réseaux du Dr. Khan, le négociant nucléaire pakistanais. À partir de 1995, ils ont pu profiter de la technologie nucléaire russe, puis chinoise. Aujourd'hui, il y a des preuves tangibles selon lesquelles l'Iran a des têtes nucléaires. Bientôt, il aura des missiles permettant de les porter. La question est urgente pour les États-Unis et Israël.

Patrick Seale

Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« L'Iran est un défi pour tous »

Source : Dar Al-Hayat (Royaume-Uni)
, Gulf News (Émirats arabes unis)
Référence : « Iran poses a challenge to all », par Patrick Seale, *Gulf News*, 1er juillet 2005.
« Iran's Challenge to its Neighbours and the World », *Dar Al-Hayat*, 1er juillet 2005.

La large victoire électorale de Mahmoud Ahmadinejad est un développement heureux dans un Moyen-Orient profondément touché par des conflits non résolus, des élites corrompues et des interventions étrangères violentes. Quand il prendra ses fonctions, le 4 août, son action sera étroitement surveillée pour savoir s'il tient ses promesses électorales et fera de l'Iran une société islamique modèle. Son élection surprise poussera peut-être les États arabes à se transformer en suivant son modèle et les États-Unis à changer de politique.

La première chose à noter est que l'élection iranienne est une vraie leçon de démocratie, bien loin de ce qui est organisé dans les pays arabes ou dans les zones occupées par les États-Unis ou Israël. Certes, le conseil des gardiens a réduit le nombre de candidats de plus de 1 000 à seulement sept et il y a des soupçons de fraudes dans certaines zones, mais cela ne délégitime pas l'élection comme Washington le prétend. Les déclarations des États-Unis suite à cette élection ne font que les décrédibiliser davantage dans la région.

Le programme de redistribution d'Ahmadinejad sera très différent de la captation des richesses menée par les élites arabes. Sa politique nationaliste peut être un modèle pour des pays arabes défaitistes et craintifs face à la menace états-unienne. Cela ne veut pas dire qu'Ahmadineajd est plus anti-

américain que ses prédécesseurs, mais lui ne se laissera pas intimider. Les revenus pétroliers et les bonnes relations avec la Chine et la Russie rendent l'Iran plus résistant. On peut s'attendre à un renforcement de l'axe Iran-Syrie-Hezbollah, rempart à l'expansionnisme états-unien et israélien alors que Rafsandjani s'apprêtait à sacrifier Damas au nom d'un rapprochement avec Washington.

Ahmadinejad va reprendre les négociations avec Londres, Paris et Berlin. Il souhaite développer l'énergie nucléaire civile en Iran, mais il juge que la bombe atomique est « non-islamique ». Comme on peut douter d'une attaque états-unienne compte tenu du bourbier irakien, le président iranien a des cartes en main.